

LE JOUR, 1950
17 OCTOBRE 1950

QUESTIONS ECONOMIQUES LIBANO-SYRIENNES

Un modus vivendi entre la Syrie et le Liban en matière économique sera long à trouver. Il faudra qu'une expérience de plus de durée témoigne en sa faveur et le rende possible.

Pour l'instant, la Syrie agit comme si elle ne voulait pas d'un accord. Toute son attitude conduit à cette conclusion. Et ce ne sont pas les paroles astucieuses prodiguées habilement par les ministres du pays voisin qui changeront quelque chose à leurs intentions. Ce ne seront pas non plus les menaces et les brimades occasionnelles qui nous convaincront.

La Syrie a fait, sans le dire, de la question libano-syrienne une question politique. Et c'est ce à quoi nous nous prêterons le moins, quelle que soit l'évolution des choses. Car, à travers son indépendance générale, c'est sa vie même que le Liban défend. Les raisons politiques et économiques se rejoignent.

La Syrie croit en s'enfermant dans les contrôles et dans les contraintes nous réduire peut-être à merci. Sur plus d'un point sa façon de faire est devenue abusive. Cela ne modifiera rien à notre détermination.

Le fond du problème, nous le connaissons depuis toujours. Il n'est une nouveauté pour personne ; et ce n'est pas parce que les conversations se renouvellent que la nature des choses peut changer.

Certes, chez nous, malgré tout ce que l'attitude syrienne a d'injuste et de désobligeant, ce ne sont pas les bons sentiments qui manquent. Nous envisageons l'évolution de la question avec cette maturité d'esprit qu'on nous reconnaît depuis des générations. Pour nous la vie continue et continuera comme elle est. Et nous en ferons la matière d'un jeu de patience. La réussite viendra un jour ou l'autre. Pour l'instant, nous attendons.

Quand la Syrie prétend faire payer son blé en devises rares, elle agit comme si elle était le seul producteur de blé dans le monde. Quand, contre la fourniture du blé dans ces conditions extravagantes, elle ne veut rien recevoir de nous sous la forme de services, elle s'égare tout à fait. Qu'a-t-elle à nous donner que nous ne trouvions partout, sans passer par des exigences intolérables ? L'interdépendance, la Syrie l'interprète par une volonté de domination à peine dissimulée.

Il faut que nous rassurions les Syriens : notre agriculture s'améliore de jour en jour. Et les produits de notre sol nous fournissent déjà d'excellents moyens d'échange. Les prix agricoles sont encourageants pour ce pilier de la nation : le paysan.

Le Liban a toutes les raisons de laisser faire le temps. Quant à l'ensemble de notre activité économique depuis six mois nous n'avons pas à nous plaindre. Tout est seulement que l'Etat comprenne son devoir, prenne sérieusement la matière en main et ne fasse pas passer les intérêts particuliers avant l'intérêt général. Notre commerce comme notre industrie trouveront largement leur compte dans une politique compréhensive de liberté et de soutien.

Le Liban a une doctrine claire et nette. C'est maintenant au gouvernement de sortir de sa torpeur et de se donner un plan d'action.